

Les crédits

réduction des dépenses ici, en cette Chambre, comme ils se sont opposés à la TPS. Le chef du Parti libéral tente présentement de prendre position quant à la la taxe sur les produits et services en disant qu'il va l'enlever mais qu'il la remplacera par une autre qui taxera la nourriture. C'est une vraie honte! Par la suite, il change d'avis et il dit qu'il ne l'enlèvera pas, mais qu'il fera des consultations. Or, il désire qu'on lui remette un chèque en blanc. Finalement, on se rappellera cette grande déclaration du chef de l'opposition: «Vous savez, il ne faut pas devenir fous avec le déficit; les Conservateurs sont en train de devenir fous avec la réduction du déficit.»

Alors, la question que j'adresse à mon collègue de Québec-Est est celle-ci: Comment les gens de sa circonscription conçoivent-ils l'importance de réduire le déficit et comment réagissent-ils à la suite des propos de ceux qui prétendent que le déficit n'est pas important et qu'il ne faut pas devenir fous avec cela? Je suis persuadé que les gens de Québec-Est, que je connais très bien, étant natif de Québec et ayant une bonne partie de ma famille résidant à Québec et dans votre comté, monsieur le Président, sont des gens intelligents et très soucieux de l'avenir et très soucieux de la prospérité économique. Comment les gens de Québec-Est réagissent-ils à des déclarations insouciantes face à l'importance de contrôler les dépenses publiques et de réduire le déficit?

M. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, vous aurez remarqué comme moi qu'il est facile de retracer les origines d'un Québécois, notamment ceux qui sont nés dans la ville de Québec. À voir le sourire constant de mon honorable collègue de Terrebonne, c'est évident que c'est un type qui est originaire de notre belle région.

Rappelez-vous le 4 septembre 1984, en soirée, lorsqu'il a été déclaré que le Parti conservateur formerait le prochain gouvernement majoritaire, un membre éminent de l'opposition avait déclaré: «De toute façon, la caisse est vide.» Malgré ce fait, je pense qu'on a réalisé des choses qui méritent d'être entendues, répétées et redites à nouveau, ce qu'on tente de faire depuis quelques années. Mon honorable collègue a touché le point important de la formation de la main-d'oeuvre.

Lorsqu'une entreprise est en difficulté ou qu'un pays est en difficulté, ce n'est pas uniquement en prononçant le mot «élimination du déficit» que, le lendemain matin, le déficit a disparu. C'est une longue croisade et je peux vous dire qu'on l'a vécue au niveau de la formation. Si on me permet, je parlerai brièvement du programme Défi.

Ce programme a été initié par notre gouvernement dès l'année 1985, ce qui permet, aujourd'hui, à nos étudiants, qu'ils soient au niveau secondaire, collégial ou universitaire, d'avoir l'opportunité d'obtenir un emploi d'été qui soit conforme à leurs aspirations. Cela leur permet, une fois leurs études terminées, d'avoir déjà une expérience

pratique pour un futur employeur. On réalise fréquemment, en visitant certaines entreprises, que ces étudiants sont souvent embauchés en des périodes autres que durant l'été, soit pour pallier un congé de maternité ou une maladie soudaine, soit pour combler certaines heures de travail au cours de la période des Fêtes ou lors de celle de Pâques. Aujourd'hui, on a de jeunes finissants qui jouissent d'une certaine expérience pratique.

C'est ce qu'on est en train de mettre sur pied au niveau des gens qui n'ont pas eu l'occasion d'être aux études lorsque nous avons pris le pouvoir. Mon honorable collègue de Terrebonne sait très bien qu'on ne ménage aucun effort afin que tout l'argent disponible soit orienté vers des programmes qui permettront au Canada de fournir de la main-d'oeuvre très spécialisée pour répondre à la globalisation et à la mondialisation des marchés.

• (1735)

Je peux vous dire que beaucoup de pays, actuellement, nous citent en exemple et nous envient et ils sont en train de mettre en place des initiatives que nous avons lancées en 1984 mais ils le font, malheureusement, dix ans plus tard que nous. Donc, si on suit bien l'évolution de ces programmes, nous aurons des retombées ou une concrétisation de ces efforts dix ans avant les autres et si on garde ce rythme de croisière, le Canada demeurera pour longtemps le pays numéro un au monde, si convoité.

[Traduction]

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations de mon collègue du Québec.

Après neuf ans de règne conservateur et compte tenu de la situation au Québec, de la situation désastreuse du développement économique, du chômage dans toute la population, surtout chez les jeunes, de la nécessité des banques d'alimentation dans des villes comme Montréal et Québec, je suis estomaqué d'entendre un député déclarer que c'est la faute des libéraux.

Ce que les conservateurs nous disent, c'est qu'ils ont fait de leur mieux mais qu'ils n'ont pas encore eu le temps de régler la situation parce que cela ne fait que neuf ans qu'ils sont au pouvoir. Ils sont encore en train d'essayer de déterminer quels sont les programmes fédéraux qui pourront le mieux aider le Québec. Ils essaient encore de voir quels programmes seront les plus utiles pour redonner du travail aux Ontariens.

Quoi qu'il en soit, c'est toujours la faute des libéraux. Il faut que ce soit de leur faute. On ne peut pas faire confiance aux libéraux, parce que tout ce qui s'est produit depuis 10, 20 ou 30 ans est de leur faute. Je tiens à faire savoir au député qui a pris la parole avant moi et au gouvernement que les Canadiens n'avalent pas cela aussi facilement. Ils veulent des solutions concrètes.